



Modification partielle du PPRi de la Meuse  
sur la Commune : de Coussey

direction  
départementale  
des Territoires

Service  
Environnement  
et Risques  
Bureau de la  
Prévention des  
Risques

PPRi  
PLAN DE PREVENTION DES RISQUES  
- Inondations -  
La Meuse

Vu et annexé à mon  
Arrêté préfectoral n°271/2010/DDT  
Du : 23 juillet 2010  
Le Préfet,  
Signé

- Note de Présentation-

**horaires d'ouverture :**

08h30 – 12h00

13h30 – 17h00 (16h00 le vendredi)

**Adresse :**

22 à 26 avenue Dutac

88026 EPINAL CEDEX

**téléphone :**

03 29 69 12 12

**télécopie :**

03 29 69 13 12

**courriel :** ddt@vosges.gouv.fr

Juillet 2010

## SOMMAIRE

---

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
1. Démarche globale de gestion des inondations.....	4
2. Les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles.....	5
3. Les raisons de la prescription d'un PPRi sur les communes riveraines de la Meuse.....	6
3.1. <i>Plusieurs fortes crues historiques.....</i>	<i>6</i>
3.2. <i>Un contexte hydrogéomorphologique particulier.....</i>	<i>6</i>
3.3. <i>Des enjeux humains et économiques.....</i>	<i>6</i>
<b>PPRI - PROCÉDURE D'ÉLABORATION.....</b>	<b>8</b>
4. Elaboration du PPRi : une démarche simple et concertée.....	8
<b>DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRi – ELABORATION DE CES DOCUMENTS.....</b>	<b>10</b>
5. Documents constitutifs du PPRi.....	10
5.1. <i>Plans de zonage.....</i>	<i>11</i>
<b>PPRI- CONSÉQUENCES.....</b>	<b>12</b>
6. Effets du PPRi.....	12
6.1. <i>Généralités.....</i>	<i>12</i>
6.2. <i>Conséquences pour les biens et activités.....</i>	<i>12</i>

---

## PREAMBULE

---

Par arrêtés en date du 14 mars 2001 et du 13 novembre 2002 le Préfet des Vosges a prescrit l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques inondation dans les communes des Vosges traversées par la Meuse, soit :

- Bazoilles-sur-Meuse
- Neufchâteau
- Frébécourt
- Coussey
- Domrémy-la-Pucelle
- Maxey-sur-Meuse
- Greux

Par arrêté N°539/2009/DDEA en date du 27 novembre 2009 le Préfet des Vosges a prescrit la modification partielle du Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) sur la commune de : Coussey.

La Direction Départementale des Territoires (DDT) des Vosges, est chargée d'instruire la modification de ce PPRi sur la commune de Coussey. La présente note explique le contexte de la modification sur cette commune avec les modifications du règlement et de la carte de zonage.

Par ailleurs, la présente note a pour objet de présenter la démarche globale de gestion des inondations, les secteurs concernés, les inondations prises en compte, la manière dont les cartes d'aléas et d'enjeux ont été réalisés et leur contenu.

---

## INTRODUCTION

---

### 1. DÉMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS

---

La loi n°95-101 du 2 février 1995 et les circulaires du 24 janvier 1994 et du 2 avril 1996 fixent les grandes orientations de la politique de l'Etat en matière de gestion des zones inondables.

Dans sa « Doctrine d'élaboration des Plans de Prévention des Risques dans le Bassin Rhin Meuse » diffusée par le préfet coordonnateur de bassin le 19 juin 2001, la Direction Régionale de l'Environnement de la Lorraine (DREAL) avait repris ces grandes orientations.

Deux objectifs principaux sont visés :

- Assurer la sécurité des biens et des personnes et interdire les constructions nouvelles dans les zones les plus exposées,
- Préserver les capacités d'écoulement et les champs d'expansion des crues en limitant l'urbanisation et en y interdisant l'implantation de tout endiguement ou remblai pour permettre à ces zones de jouer leur rôle d'écrêtement naturel et de dissipation de l'énergie des crues,

L'action prioritaire porte ainsi sur la limitation, voire l'interdiction des activités humaines en zones inondables, dans l'objectif de minimiser les risques en recherchant parallèlement l'amélioration des techniques de prévention et celle de l'organisation des systèmes d'alerte et de secours.

## **2. LES PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES**

---

Les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPR) ont été institués par la loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement.

Cette loi a permis de compléter la loi du 2 juillet 1987 portant sur l'organisation de la sécurité civile et la prévention des risques majeurs.

Les éléments constitutifs et la procédure d'élaboration et de modification des PPR sont définis par le code de l'environnement.

Dans ce contexte, les Plans de Prévention des Risques naturels ont été appelés à remplacer les anciens outils de prises en compte des risques naturels qui étaient avant 1995 :

- Les plans d'expositions aux risques naturelles prévisibles (PER), institués par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles,
- Les plans de surfaces submersibles (PSS) établis en application des articles 48 à 54 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure
- Les périmètres de risque institués en application de l'article R111-3 du code de l'urbanisme.

Depuis la loi du 2 février 1995, les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles constituent l'outil privilégié de mise en œuvre des actions de prévention des risques naturels (inondations, mouvements de terrains, avalanches, incendies de forêts, séismes, éruptions volcaniques, tempêtes et cyclones).

Les PPR approuvés par le Préfet constituent une servitude d'utilité publique : ils orientent à ce titre l'urbanisme et la construction dans les espaces exposés directement ou indirectement à un risque naturel.

La présente procédure concerne le risque naturel prévisible « inondation par débordement ».

### **3. LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION D'UN PPRi SUR LES COMMUNES RIVERAINES DE LA MEUSE**

---

#### **3.1. PLUSIEURS FORTES CRUES HISTORIQUES**

Lors de la dernière décennie, plusieurs fortes crues ont montré la vulnérabilité des communes riveraines de la Meuse vis à vis de l'aléa inondation ; ce sont notamment les crues d'avril 1983, janvier 1995, décembre 1996, mars 1999 et décembre 2001.

#### **3.2. UN CONTEXTE HYDROGÉOMORPHOLOGIQUE PARTICULIER**

Lors d'événements pluviaux exceptionnels les paramètres de la vallée de la Meuse forment un contexte hydrogéomorphologique propice à la genèse de crues importantes :

- la forme allongée et étroite du bassin versant de la Meuse et des ses affluents,
- la confluence de la Meuse avec deux affluents de tailles relativement importantes : le Mouzon et le Vair,
- l'absence de développement important du lit majeur,
- la naissance des cours d'eau Meuse, Mouzon et Vair dans des terrains argileux et argilo-gréseux .

#### **3.3. DES ENJEUX HUMAINS ET ÉCONOMIQUES**

La mise en place à la l'origine du PPRi de la Meuse approuvé par arrêté préfectoral 152/05/DDE du PPRi Meuse en date du 05.07.05 est issue de la crue de décembre 2001. Ce PPRi a montré la sensibilité aux crues de la Meuse de plusieurs secteurs habités de la vallée :

- Bazailles-sur-Meuse : partie basse du village, submersion de la RD74,
- Neufchateau : confluence Meuse / Mouzon, zones d'activités et de loisirs,
- Frébécourt : partie basse du village,
- Coussey : autour de la RD3
- Domrémy-la-Pucelle et Greux : autour de la RD164
- Maxey sur Meuse : la scierie

La modification partielle du PPRi de la Meuse ne s'applique que sur la commune de Coussey. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'une zone bleue spécifique dite zone R afin de permettre la création de projet novateur en matière de développement durable comme le projet d'unité de méthanisation.

Conformément à l'article R.562-10 du code de l'environnement seule la Commune (Coussey) et Communauté de Communes (CC du Pays de Jeanne) concernées par la modification de Coussey est consultée puisque la modification ne s'applique que sur ce secteur.

Les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin - Meuse en matière de Prévention du Risque Inondation

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse ainsi que son programme de mesures 2010-2015 ont été approuvés par arrêté du 27 novembre 2009 après avis favorable du Comité de bassin.

L'objectif de limitation des risques dus aux inondations par des mesures préventives a donc été retenu par le SDAGE, avec notamment comme mesures d'applications :

Améliorer la connaissance des zones inondables et inondées :

- La cartographie des crues historiques,
- La réalisation d'atlas de zones inondables ,
- La mise en place de PPRi,

Améliorer la connaissance de la vulnérabilité aux inondations dans les zone inondables :

- s'il y a risque de pollution,
- dans les établissements recevant du public,
- dans les secteurs où il existe une activité économique importante,

Diffuser vers les citoyens les connaissances disponibles sur les crues et les risques qu'elles engendrent.

Prendre en compte, de façon stricte l'exposition aux risques d'inondations dans l'urbanisation des territoires à l'échelle des districts et de la Meuse.

La Doctrine d'élaboration des PPRi de la DREAL rappelle que cette mesure « vise à éviter que l'aménagement d'une vallée ne conduise, par la suppression d'une partie importante de ses zones d'expansion des crues :

A l'accélération et à l'aggravation des caractéristiques, en débit et cotes, des écoulements en aval,

A l'aggravation des conditions d'écoulement en crue en amont immédiat de ces zones lorsqu'elles sont endiguées ou remblayées alors qu'elles contribuaient à l'écoulement dynamique des crues,

A l'exposition éventuelle de nouveaux biens et personnes au risque d'inondation dans les zones concernées ».

---

## PPRI - PROCÉDURE D'ÉLABORATION

---

### 4. ELABORATION DU PPRi : UNE DÉMARCHE SIMPLE ET CONCERTÉE

---

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation est une **procédure concertée entre l'Etat, représenté par le service instructeur (DDT) et la commune concernée** afin de définir dans les meilleures conditions les mesures pérennes et efficaces du PPRi. Il en est de même pour la prescription d'une modification.

Une modification du Plan de Prévention des Risques d'Inondation suit les différentes étapes suivantes :

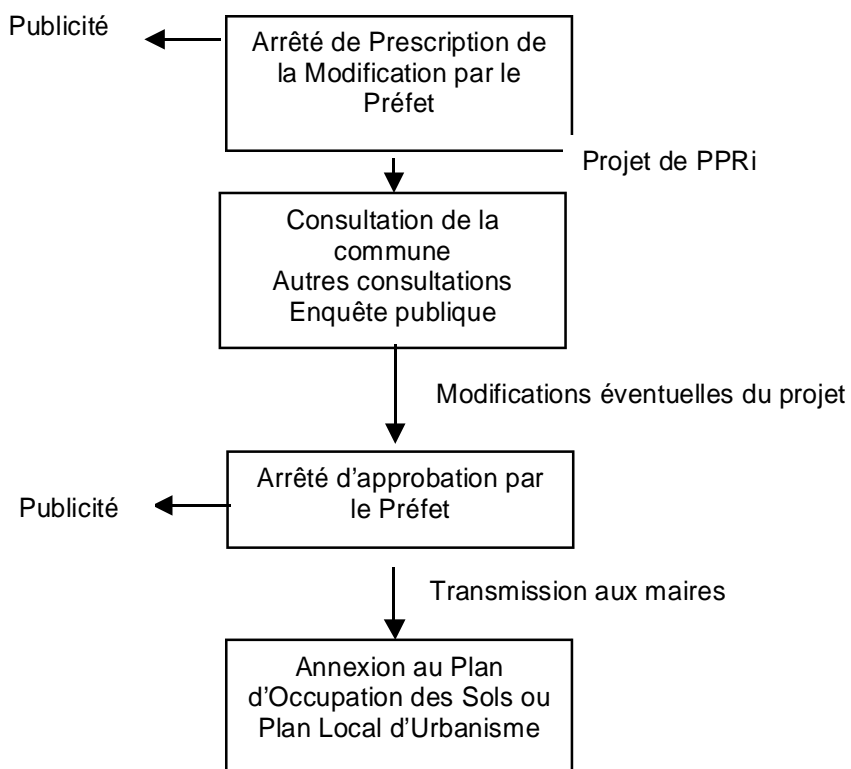
- **1<sup>ère</sup> étape** : arrêté préfectoral de prescription de la modification sur la commune concernée,
- **2<sup>ème</sup> étape** : - élaboration du projet de PPRi :
  - réalisation des cartes d'aléas et analyse des enjeux,
  - proposition de projet de zonage et de règlement,
  - constitution du dossier d'enquête publique,
- **3<sup>ème</sup> étape** : enquête publique et consultation de la Commune et la Communauté de Communes,
- **4<sup>ème</sup> étape** : modification éventuelle du projet de PPRi,
- **5<sup>ème</sup> étape** : approbation du PPRi par le préfet,
- **6<sup>ème</sup> étape** : annexion du PPRi aux Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme des communes après transmission aux maires.

Il est à noter que le Plan de Prévention des Risques d'Inondation est révisable à tout moment et qu'une application anticipée de certaines prescriptions est possible : lorsqu'un PPRi est en cours d'élaboration, et que l'urgence le justifie, M. le Préfet peut, après consultation des maires concernés, rendre immédiatement opposables certaines dispositions par arrêté préfectoral. Les maires concernés disposent d'un délai d'un mois pour faire part de leurs observations. Ces dispositions cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de 3 ans.

Le projet de PPRi actuel sur la commune de Coussey s'inscrit dans le cadre d'une révision partielle du PPRi de la Meuse sur une seule commune. La modification partielle du Plan de Prévention des Risques inondation fait l'objet d'une procédure simplifiée où les consultations et l'enquête publique ne sont effectuées que dans la commune sur le territoire de laquelle les modifications proposées sont applicables.



La procédure de modification partielle du PPRi est synthétisée par le graphique ci-dessous :



---

## DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRi – ELABORATION DE CES DOCUMENTS

---

### 5. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRi

---

Le PPRi est un document qui délimite les zones exposées aux risques d'inondations en y prescrivant des mesures d'interdiction ou des mesures de prévention à mettre en œuvre par les particuliers et les collectivités. Le PPRi peut non seulement réglementer les occupations et utilisations des sols à venir, mais également imposer des mesures aux constructions, ouvrages, biens et activités existant antérieurement à son approbation.

Le PPRi comprend :

- Une note de présentation, qui indique le secteur géographique concerné, la nature des risques pris en compte et leurs conséquences, suivant l'état des connaissances, et dans le cadre de la modification les raisons de celle-ci
- Des documents graphiques : plans de zonage modifié qui divisent le territoire concerné des différentes communes suivant le risque d'inondation (résultant du croisement de l'aléa et des enjeux),
- Un règlement, qui détermine les mesures d'interdiction et de prévention qui s'appliquent dans les différentes zones à risque tant pour les occupations des sols futures que pour l'existant.

## 5.1. PLANS DE ZONAGE

Le plan de zonage de la commune de Coussey comprend quatre types de zones :

- Zone rouge : elle concerne les secteurs inondables suivants :
  - Secteurs habités, soumis à des hauteurs de submersion supérieures à 1 mètre, correspondant aux enjeux suivants :
    - 1 : centre ville,
    - 2 : habitat hors centre ville,
    - 3 : zone industrielle et commerciale,
  - Secteurs non habités, correspondant aux enjeux suivants :
    - 4 : équipements collectifs,
    - 5 : réseau routier,
    - 6 : zones agricoles,
    - 7 : autres zones.
- Zone bleue : elle concerne les secteurs inondables suivants :
  - Secteurs habités, soumis à des hauteurs de submersion inférieures à 1 mètre, correspondant aux enjeux suivants :
    - 1 : centre ville,
    - 2 : habitat hors centre ville,
    - 3 : zone industrielle et commerciale,
- Zone bleue R: elle concerne les secteurs inondables suivants :
  - Secteurs non habités, correspondant aux enjeux suivants :
    - 1 : équipements collectifs,
    - 2 : zone agricole et industrielle,
- Zone blanche : les secteurs non inondables pour la crue de référence.

La réglementation s'appliquant dans chacune des zones est précisée dans le règlement du PPRi.

---

## **PPRi- CONSÉQUENCES**

---

### **6. EFFETS DU PPRi**

---

#### **6.1. GÉNÉRALITÉS**

Le PPRi vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) des communes concernées, conformément à l'article L126.1 du code de l'urbanisme.

Tout dossier soumis à instruction (permis de construire, aménagements et travaux divers, etc.) relatif à des travaux, aménagements, installations ou constructions dans le périmètre inondable défini par le PPRi devra être accompagné des éléments d'information permettant d'apprécier la conformité du projet au règlement du PPRi. Le PPRi est opposable à toute personne publique ou privée dès achèvement de la dernière mesure de publicité de l'acte ayant approuvé le PPRi.

Afin d'assurer la compatibilité entre les dispositions du PLU et celles du PPRi, il convient, si nécessaire, de modifier ou réviser le PLU approuvé. Lorsque le PLU est en cours d'élaboration ou de révision, l'Etat informera la commune des contraintes apportées par le PPRi dans le cadre du « porter à connaissance » afin qu'elles soient prises en compte.

#### **6.2. CONSÉQUENCES POUR LES BIENS ET ACTIVITÉS**

Les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la publication du PPRi continuent à bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982.

Le respect des dispositions du PPRi conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de « catastrophe naturelle » soit constaté par arrêté interministériel.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par le PPRi ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou de l'exploitation prescrites est répréhensible. En application de l'article 40.5 de la loi du 22 juillet 1987, les infractions aux dispositions du PPRi sont constatées par les fonctionnaires ou agents de l'Etat ou des collectivités publiques habilitées. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article 480.4 du code de l'urbanisme.